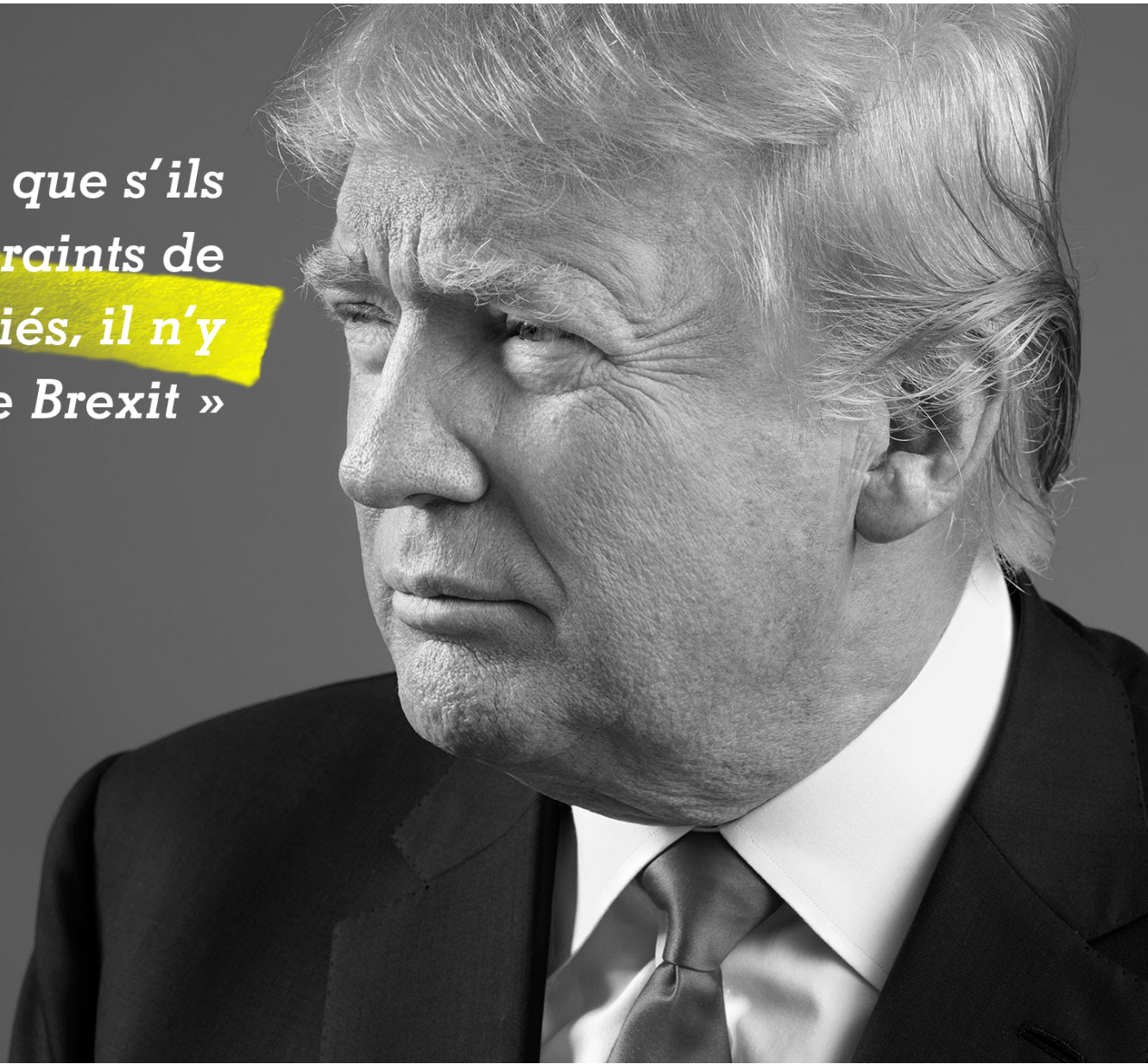


Les Surligneurs

*« Je pense sincèrement que s'ils
n'avaient pas été contraints de
prendre tout ces réfugiés, il n'y
aurait pas eu de Brexit »*



Ils parlent de nous

nova
LE GRAND MIX



ICI  RADIO-CANADA



LCI



Le Point

 **velines**
première

l'Opinion

TVFIL8

Après le fact-checking, le legal-checking

Les Surligneurs est un projet qui a vu le jour en janvier 2017. Depuis, c'est presque **1 million de visites** sur notre site internet. Ce projet permet à des universitaires de se prononcer sur des propos juridiquement critiquables tenus par des personnalités publiques.

Les Surligneurs ne sont cependant ni des correcteurs, ni des censeurs. L'objet des articles est de préciser, affiner, éclairer, parfois contredire un propos touchant au droit. Nous appelons cet exercice le **legal checking**, ou vérification juridique.



Après le fact-checking, le legal-checking

Lancé en **janvier 2017**, nous avons pu observer un double constat : d'une part, la diffusion, volontaire ou non, d'approximations voire d'erreurs juridiques par des personnalités publiques affaiblit incontestablement la **qualité du débat démocratique**. La multiplication d'entreprises de vérification de faits (« fact checking ») à l'initiative de médias ne permet malheureusement pas d'enrayer cette tendance. D'autre part, comme l'a montré le professeur Lauréline Fontaine, **les chercheurs en droit sont peu présents dans le débat public**, a contrario d'autres disciplines comme l'économie ou la science politique. Il apparaît donc nécessaire de contribuer au renforcement de la culture de l'État de droit par l'immixtion des juristes universitaires auprès du grand public.

D'un point de vue méthodologique, la quête des sources n'étant pas exhaustive, le lecteur ne doit pas avoir le sentiment que les erreurs ou approximations juridiques sont le fait d'une appartenance politique plus qu'une autre. Il faut donc s'attacher constamment à donner une place aux sensibilités partisans à proportion de leur place dans le débat public.



Nos articles

Tous nos articles sont disponibles sur notre [site internet](#) LesSurligneurs.eu, mais également sur [Facebook](#), et [Twitter](#).

Un exemple d'intox parmi d'autres ?

Nous avons prévenu pendant la campagne qu'Emmanuel Macron ne pourrait pas interdire aux députés et sénateurs d'exercer toute activité de conseil afin de limiter les conflits d'intérêts. Promesse bien alléchante, mais probablement contraire à la Constitution. Résultat ? La loi de "moralisation de la vie politique" comme on la surnomme a considérablement restreint cette promesse électorale... pour éviter les risques d'inconstitutionnalité !

Jean-Luc Mélenchon souhaite

« **Abroger la loi El Khomri** »

(Programme du candidat)

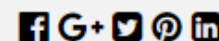
Ce que le législateur a fait, le législateur peut le défaire. Abroger la loi El Khomri est donc, de ce point de vue, tout à fait possible. Encore faut-il s'entendre sur ce que cela signifie.

Tout d'abord, il faut avoir conscience qu'au regard de la diversité des thèmes abordés par cette loi (**neutralité dans l'entreprise, compte personnel d'activité...**), l'abrogation ne sera sans doute pas totale. Ensuite, dès lors que le droit antérieur a disparu, abroger ne suffit pas : il faut réécrire la loi. Plus qu'une simple abrogation, c'est donc une nouvelle réforme du droit du travail qui se profile. Enfin et surtout : la particularité de la loi El Khomri est de laisser plus de place à la négociation collective, notamment en **matière de temps de travail**. Autrement dit, des accords collectifs ont déjà été conclus à la suite de cette loi. Pour qu'elle produise tous ses effets, l'abrogation de la loi El Khomri implique donc de remettre en cause ces accords, par une disposition expresse.

Or, leur pérennité est **protégée par le Conseil constitutionnel** au travers de la liberté contractuelle qui découle de **l'article 4 de la Déclaration de 1789** et du principe de sécurité juridique garanti par l'article 16 de ce même texte. Remettre en cause les accords collectifs suppose, non seulement, de poursuivre un motif d'intérêt général suffisant mais également de ne pas **modifier leur équilibre** c'est-à-dire de ne pas faire peser une charge excessive sur l'un des partenaires contractuels.

Donc

À moins de modifier la Constitution pour nier toute valeur constitutionnelle à la Déclaration des droits de l'homme, l'abrogation de la loi El Khomri pourrait ne pas produire tous les effets désirés par le candidat. – Bérénice Bauduin



Le crowdfunding

L'expression anglo-saxonne "crowdfunding", traduite chez nous par "financement participatif", désigne un mode de financement de projets par le public. L'adhésion ou non du public visé détermine la réussite de la campagne. Bien souvent, la participation donne lieu à des **contreparties** et/ou à des **avantages fiscaux**.

La Fondation UVSQ nous faisant l'honneur de se joindre à notre campagne, permet à nos donateurs de bénéficier d'une **défiscalisation** (66% pour les particuliers, 75% pour les redevables de l'ISF, 60% pour les entreprises).

La Fondation UVSQ intervient dans les domaines de l'intérêt général avec l'ambition d'agir pour les générations futures. Elle a notamment pour objet social d'**innover dans la transmission des savoirs** et d'**encourager les initiatives porteuses d'espoir**.

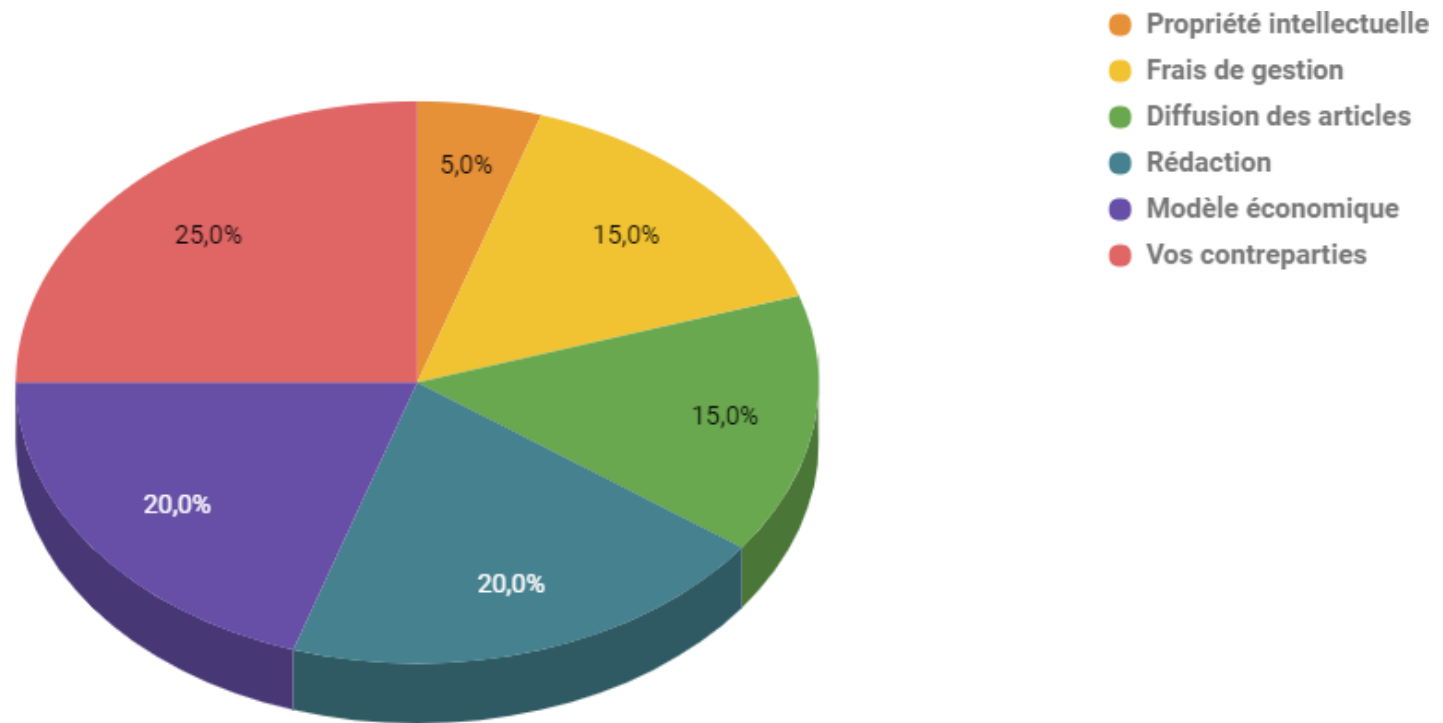


Notre objectif est de rassembler suffisamment de fonds afin de pourvoir aux coûts de gestion, de propriété intellectuelle, de rédaction et de diffusion des articles.

Par ailleurs, nous espérons que la collecte nous donnera l'opportunité de développer un modèle économique soutenable.

Enfin, une partie des dons servira à couvrir nos dépenses liées aux contreparties.

Le crowdfunding



Revue de presse

TV

M6

[JT 19h45](#), 11 février 2017

LCI

[“Quand des chercheurs en droit revoient la copie des candidats”](#), 20 avril 2017

NHK (Japon)

JT, 2 mars 2017

Yvelines 1^e

[L’Invité](#), 22 février 2017

[L’Invité](#), 4 mai 2017

TV Fil 78

[PAF](#), “Spéciale Les Surligneurs”, 10 février 2017

PAF, “Justice et politique”, 7 mars 2017

PAF, “La Ve République : fin d’un cycle” ?, 17 mars 2017

[7/8 L’Hebdo](#), 27 janvier 2017

7/8 Politique, 10 mars 2017

7/8 Politique, 21 mars 2017

Radio

Nova

[QG de Campagne](#), 23 janvier 2017

QG de Campagne, 26 mars 2017

Radio Canada

[Les samedis du monde](#), 18 février 2017

Radio Campus Paris

[La Matinale de 19h](#), 1^{er} février 2017

Presse juridique

Dalloz Actualités

« Le fact checking version droit public », 18 janvier 2017

JCP

La semaine du droit en région, janvier 2017, p. 63

Revue de presse

Presse écrite

Libération

« [Rétention des demandeurs d'asile...](#) », 12 janvier 2017

« [Environnement : Montebourg propose ce qui existe déjà](#) », 19 janvier 2017

« [Non, Emmanuel Macron ne peut pas s'assurer d'avoir des députés godillots](#) », 10 février 2017

« [Législatives : Mélenchon et Macron veulent de l'ordre dans les rangs](#) », 21 février 2017

"[Sortie de l'euro: les entreprises verraient-elles leur dette exploser ?](#)", 22 mars 2017

Le Point

« [Après le fact checking, le legal checking débarque avec Les Surligneurs](#) », 10 février 2017

L'Opinion

« [Rétention administrative...](#) », 16 janvier 2017

AFP

[Dépêche](#), 10 février 2017 (dispo dans courriel de Paul Aubriat)

La Dépêche du Midi

[Live élection présidentielle](#), 3 mai 2017

Strategies.fr

« [Les Surligneurs, fact-checkers de la présidentielle](#) » 15 février 2017

Notre temps

« [Les Surligneurs, des universitaires qui traquent les bobards...](#) », 10 février 2017

Toutes les Nouvelles (Yvelines)

« [Les Surligneurs traquent les contre vérités des candidats](#) », 16 février 2017

“Leur site traque les contre vérités des candidats”, 15 février 2017

Tahiti Infos

« [Les Surligneurs, des universitaires qui traquent les bobards...](#) », 15 février 2017

Vous nous ils (l'e-mag de l'éducation)

« [Les Surligneurs regroupe des chercheurs en droit...](#) », 13 février 2017

Le Courrier des Yvelines

“Le site qui traque les contre vérités des candidats”, 15 février 2017

Le Populaire du Centre

“Ils traquent les bobards”, 16 février 2017

L'écho

“Les Surligneurs traquent les contre vérités”, 11 février 2017

L'Étudiant / EducPros

“[Vincent Couronne : Les Surligneurs veulent ramener les juristes dans le débat public !](#)”, 8 mars 2017

Nous contacter



LesSurligneurs.eu



@LesSurligneurs



@LesSurligneurs

Contact presse : Juliette Charpin et Laura Coursimault
presse@lessurligneurs.eu